

Syrie/Conflit

# Les jihadistes de l'EI sommés de se rendre par l'alliance arabo-kurde

AFP

Champ pétrolier d'al-Omar/Syrie

LES jihadistes du groupe Etat islamique retranchés dans leur ultime réduit de l'est syrien n'ont d'autre choix que la "capitulation", averti hier une alliance arabo-kurde soutenue par Washington, à l'offensive contre le dernier lambeau du "califat".

Cet avertissement intervenait alors que les ministres des Affaires étrangères européens se réunissaient hier à Bruxelles pour discuter du dossier syrien, dans le sillage de l'appel du président américain Donald Trump à rapatrier les étrangers ayant rallié l'EI et retenus aujourd'hui par les forces kurdes.

A son apogée, l'EI avait attiré des milliers d'Européens, Américains et Asiatiques, parmi d'autres combattants étrangers, installés dans les régions conquises par l'organisation ultraradicale dès 2014 en Syrie et en Irak.

Mais du "califat" autoproclamé, il ne reste plus qu'une poche de moins d'un demi-kilomètre carré, à Baghouz, village de la province de Deir Ezzor. Depuis plusieurs jours, la "bataille finale" des Forces démocratiques syriennes



Photo : AFP

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui font le siège de l'ultime réduit des jihadistes, ne laissent pas d'autre choix à ces derniers que la capitulation.

(FDS) contre cet ultime secteur bute toutefois sur la résistance d'une poignée de jihadistes jusqu'au-boutistes.

Retranchés dans des tunnels, sous un océan de mines, ils empêchent la sortie de plusieurs centaines de civils transformés en "boucliers humains", selon les FDS et la coalition internationale emmenée par Washington.

"Les affrontements sont très limités et sporadiques. Jusque-là, il n'y a aucun changement sur le terrain", reconnaît un porte-parole des FDS, Mustefa Bali.

"Nous œuvrons pour trouver un moyen d'évacuer les

civils", ajoute-t-il.

**NEGOCIATIONS ?** • Selon une source au fait des opérations militaires anti-EI, des "centaines" de jihadistes auraient réclamé leur transfert vers la province d'Idleb, tenue par un autre groupe jihadiste dans le nord-ouest syrien, le tout en étant escortés par les derniers civils qui serviraient de "boucliers humains".

Cette proposition aurait reçu une fin de non-recevoir, selon cette source ayant requis l'anonymat. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a confirmé le rejet de cette

requête par les FDS.

L'AFP n'était pas en mesure de vérifier explicitement ces informations auprès d'un haut responsable kurde.

Une source au sein des FDS a toutefois assuré qu'aucune "négociation" n'était possible avec les jihadistes. "L'EI n'a pas d'options (...), il est encerclé et n'a d'autre choix que la capitulation", a-t-il souligné.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014, l'EI avait proclamé un "califat" sur un territoire vaste comme la Grande-Bretagne.

Les jihadistes y avaient établi leur propre administra-

tion, exécutant et torturant ceux qui ne respectaient pas leur loi et fomentant des attentats meurtriers y compris à l'étranger.

Face aux multiples offensives, leur territoire s'est réduit comme peau de chagrin, alors que des centaines de jihadistes étrangers ont été arrêtés par les FDS.

Parmi eux se trouvent des Français, des Allemands, mais aussi des Britanniques ou encore des Canadiens. Les hommes sont maintenus en prison, les femmes et les enfants dans des camps de déplacés, notamment à Al-Hol, dans la province de Hassaké (nord-est).

L'administration semi-autonome kurde refuse de les juger et veut les renvoyer vers leurs pays d'origine. Mais les puissances occidentales se montrent réticentes face à l'hostilité d'une part de leurs opinions publiques.

**• Attentats : Au moins 24 morts à Idleb (ONG).** Au moins 24 personnes, dont 16 civils, ont été tuées hier en Syrie dans un double attentat dans la ville d'Idleb (nord-ouest), dominée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

A travers le monde

• Grande-Bretagne/Politique. Sept députés quittent le Parti travailliste



Photo : AFP

Sept députés travaillistes ont annoncé hier qu'ils démissionnaient du principal parti d'opposition britannique en raison de la gestion du Brexit et de l'antisémitisme par le dirigeant de la formation, Jeremy Corbyn, lors d'une conférence de presse.

• Inde/Troubles. Cachemire : sept morts dans une fusillade

Au moins sept personnes ont péri hier au Cachemire indien dans une opération militaire qui se poursuivait contre des insurgés en riposte à l'attentat qui a tué 41 paramilitaires dans la région la semaine dernière et exacerbé les tensions indo-pakistanaïses.

• Italie/Politique. Pour ou contre Salvini ?

Les militants du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème) étaient appelés hier à se prononcer en ligne sur une procédure judiciaire visant le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (Ligue, extrême droite), une décision qui provoque des remous dans la majorité.

• Maldives/Justice. Aux troupes de l'ex-président Yameen

La justice des Maldives a ordonné hier l'arrestation de l'ex-président et homme fort du pays Abdulla Yameen, battu en fin d'année dernière dans les urnes par l'opposition, et son placement en détention jusqu'au terme de son procès pour blanchiment d'argent.

• Pologne/Diplomatie. Varsovie se retire d'un sommet en Israël

La Pologne s'est retirée hier d'un sommet de pays d'Europe centrale prévu mardi en Israël, suite à des accusations d'antisémitisme lancées à son égard par le nouveau chef de la diplomatie israélienne. Le sommet des quatre pays du groupe de Visegrad (V4, Hongrie, Pologne, Slovaquie et République Tchèque) est annulé et sera remplacé par des "discussions bilatérales", a annoncé le Premier ministre tchèque Andrej Babis.

## Venezuela/Après l'expulsion d'eurodéputés Guaido dénonce un régime "isolé"

AFP

Caracas/Venezuela

L'OPPOSANT Juan Guaido a critiqué l'expulsion de cinq eurodéputés par "un régime isolé et toujours plus irrationnel" à l'orée d'une semaine décisive au Venezuela, avec l'entrée de l'aide humanitaire fixée à samedi, contre l'avis du président Nicolas Maduro. "Nous sommes en train de nous faire expulser du Venezuela : on nous a confisqué nos passeports, on ne nous a pas communiqué la raison de l'expulsion, pas plus que nous n'avons de document qui justifie pourquoi on nous renvoie du pays", a affirmé l'Espagnol Esteban Gonzalez Pons, l'un des cinq députés européens (tous du Parti populaire européen, droite et centre-droit), dans une vidéo tournée depuis l'aéroport de Caracas-Maiquetia.

"Nous sommes la première délégation internationale qui allait rendre visite au

président par intérim Juan Guaido. La question n'est pas qu'on ne nous laisse pas entrer, mais qu'on ne laisse le président par intérim voir aucune autorité étrangère au Venezuela", a-t-il également déploré.

Juan Guaido a aussitôt dénoncé sur Twitter "l'usurpateur qui fait monter le coût de ce qui est un fait : la transition. Exerçons toute la pression nécessaire pour parvenir à la fin de cette usurpation. Continuons !"

Le ministre des Affaires étrangères de Nicolas Maduro, Jorge Arreaza, a expliqué sur le même canal que "par voies officielles diplomatiques", Caracas avait "notifié il y a plusieurs jours au groupe d'eurodéputés qui prétendaient visiter le pays, à des fins conspiratives, qu'ils ne seraient pas admis, et il leur a été demandé de renoncer et d'éviter ainsi une autre provocation".

Le régime de Nicolas Maduro, soutenu par la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran et Cuba, contrôle les frontières du pays. Juan

Guaido, chef du Parlement qui s'est auto-proclamé président par intérim le 23 janvier, est pour sa part reconnu par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis, sans avoir les leviers du pouvoir exécutif.

**"UN MILLION DE VOLONTAIRES"** • L'opposant a donné rendez-vous à ses partisans pour convoier samedi l'aide humanitaire stockée dans des pays frontaliers. Il a promis qu'à cette date, l'aide entrerait "quoi qu'il arrive", "par la terre ou la mer", pour former une "avalanche humanitaire". Au risque d'une épreuve de force avec l'armée loyale à Nicolas Maduro, qui y voit un prétexte pour une intervention militaire des Etats-Unis.

Dans ce pays en plein marasme économique, miné par l'hyperinflation et les pénuries, l'aide d'urgence est au coeur du conflit entre les deux hommes, et ce samedi pourrait en être le point d'orgue.



Photo : AFP

Après l'expulsion de cinq eurodéputés, l'opposant et président par intérim autoproclamé Juan Guaido n'a pas manqué de dénoncer chez Nicolas Maduro, "l'usurpateur qui fait monter le coût de ce qui est un fait : la transition".

Juan Guaido vise "un million de volontaires", "sur le terrain ou de manière active sur les réseaux sociaux", a-t-il écrit aux 600 000 bénévoles qui ont déjà répondu à son appel. Tout en convoquant des manifestations de soutiens ce même samedi.

Constitués en "caravanes", les volontaires se rendront en autocars jusqu'à la ville frontalière colombienne de Cucuta, à la frontière avec le Brésil, où deux centres de stockage sont installés dans l'Etat du Roraima, et

au point d'arrivée de l'aide qui sera envoyée depuis l'île néerlandaise de Curaçao.

En attendant, des groupes de volontaires s'activaient lors de réunions de préparation. Et dans des installations de fortune baptisées "campements humanitaires", à plusieurs endroits du pays, des personnels médicaux (aide-soignants et médecins généralistes, pédiatres, nutritionnistes etc.) recevaient des patients des alentours.